

**18<sup>th</sup> Conference of Parties on Climate Change**  
**Doha (QATAR) - 7 December 2012**

---

*Address by Mr. Christian Adovelande, Chairman, West African Development Bank  
(BOAD)*

Mister Chairman,

Madam Executive Secretary of the United Nations Framework  
Convention on Climate Change,

Distinguished guests,

Ladies and gentlemen,

May I seize this opportunity to thank and congratulate Qatari Authorities,  
the UNFCCC Executive Secretariat and negotiators for the smooth  
running of this world event.

In its last report issued in 2007, IPCC<sup>1</sup> confirmed that in the 21st century,  
climate change in Africa will be marked by an increase in average  
temperature up to 1.5 times higher than global level, and a decrease in  
rainfall by over 20-30% compared to 1961-1990 reference level.

The implications of the climate change already felt in the member  
countries of the West African Development Bank (BOAD), include,  
among other things : i) recurrent floods and droughts ; ii) loss of  
farmlands ; iii) decreased agricultural yields ; iv) decreased available  
water reserves ; v) reduced hydroelectric power generation potential;  
vi) worrying rise in sea level ; vii) rural drift and relocation of human  
settlements ; in short, disintegration of the economic and social fabric,  
thereby contributing to pull down growth projections in the region.

To provide an adequate response to such effects, contribute to build up  
resilience for communities vulnerable to climate change and reduced  
greenhouse gas emissions as part of poverty reduction, BOAD supports  
the development and financing of mitigation and adaptation projects in  
areas such as agriculture, water management, electric power, renewable  
energies, and forestry in accordance with the Bali Action Plan.

---

<sup>1</sup> Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC).

In order to strengthen these initiatives, the Bank was accredited with the Climate Change Adaptation Fund as the 1<sup>st</sup> Regional Implementing Entity and has initiated the second phase for its accreditation with GEF. Its Chairman participates in the proceedings of the Green Climate Fund as a member of the Board of Directors. In April 2012, the Bank launched, with the support of other partners, its first African Carbon Fund, to which it contributed an amount of €15 million. Moreso, BOAD will host as from January 2013 the first Regional Centre for Cooperation on CDM.

Mister Chairman,

I wish to express special appreciation for all initiatives embarked upon during this 18<sup>th</sup> Conference of Parties to avoid a post-Kyoto legal vacuum, and beyond, reaffirm the need to strengthen mechanisms dealing with mitigation, adaptation, technology, capacity building and operationalisation of Green Climate Fund.

For its part, the Bank will continue to work with a growing commitment and hand in hand with member countries to address climate change challenges. I therefore appeal to all Parties to the Convention and all organizations interested in providing support, to join BOAD in its initiatives aimed at operationalising the mechanisms under the Convention and its Protocol within the WAEMU zone.

Thank you.



## **18ème Conférence des Parties sur les Changements Climatique à Doha (QATAR) - 7 décembre 2012**

---

*Discours de Monsieur Christian ADOVELANDE, Président de la Banque Ouest Africaine  
de Développement (BOAD)*

Monsieur le Président ;

Madame la Secrétaire Exécutive de la Convention Cadre  
des Nations Unies sur les Changements Climatiques ;

Distingués Délégués,

Je voudrais saisir cette opportunité pour remercier et féliciter les  
Autorités du Qatar, le Secrétariat Exécutif de la CCNUCC et les  
négociateurs pour le bon déroulement de cet événement mondial.

Dans son dernier rapport 2007, le GIEC<sup>1</sup> confirmait qu'au cours du  
XXIème siècle, le réchauffement climatique en Afrique sera caractérisé  
par une hausse de la température moyenne jusqu'à 1,5 fois plus élevé  
qu'au niveau mondial et par une baisse du régime pluviométrique de  
plus de 20 à 30 % par rapport au niveau de référence 1961-1990.

Les conséquences qui découlent des variations climatiques déjà  
en cours dans les Etats membres de la Banque Ouest Africaine de  
Développement (BOAD), sont entre autres : i) les inondations et les  
sécheresses récurrentes ; ii) la perte des terres cultivables ; iii) la  
baisse des rendements agricoles ; iv) la diminution des réserves en eau  
disponibles ; v) la réduction du potentiel de production hydroélectrique ;  
vi) l'augmentation inquiétante du niveau de la mer ; vii) l'exode rurale et  
les déplacements des établissements humains ; bref la désagrégation  
du tissu économique et social, contribuant ainsi à tirer vers le bas les  
prévisions de croissance de la Zone.

Pour apporter une réponse auxdits impacts, contribuer à la construction  
de la résilience des communautés vulnérables aux changements  
climatiques et à la réduction des gaz à effet de serre dans un cadre  
de réduction de la pauvreté, la BOAD soutient le développement et le  
financement des projets d'atténuation et d'adaptation dans les secteurs

---

<sup>1</sup> Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

tels que l'agriculture, la maîtrise de l'eau, l'énergie électrique, les énergies renouvelables, la foresterie, conformément au Plan d'action de Bali.

En vue de renforcer ses interventions, la Banque a été accréditée auprès du Fonds d'Adaptation comme 1<sup>ère</sup> Entité régionale de mise en œuvre et est à la phase 2 pour son accréditation auprès du FEM. Son Président participe aux travaux du Fonds vert en qualité de Membre du Conseil d'administration. La Banque a lancé avec d'autres partenaires, en avril 2012, son premier Fonds Carbone Africain dans lequel sa participation au capital est de 15 millions d'Euros. De plus, la BOAD abritera à partir de janvier 2013 le premier Centre régional de collaboration sur le MDP.

Excellence Monsieur le Président,

Je tiens à saluer ici toutes les initiatives engagées au cours de cette 18<sup>ème</sup> Conférence des parties à l'effet d'éviter un vide juridique post-Kyoto, et au-delà, à réaffirmer la nécessité de renforcer les mécanismes liés à l'atténuation, à l'adaptation, à la technologie, au renforcement des capacités et à l'opérationnalisation du Fonds vert pour le climat.

La Banque, pour sa part, continuera d'œuvrer avec un engagement croissant aux côtés de ses Etats membres pour relever les défis des changements climatiques. Je lance donc un appel à toutes les Parties à la Convention et à toutes institutions désireuses de soutenir les interventions de la BOAD par des actions visant l'opérationnalisation des mécanismes de la Convention et de son Protocole dans l'espace UEMOA à se joindre à elle.

Je vous remercie !